

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-103

Objet : Demande de subventions pour une étude de faisabilité, d'éligibilité et de calibrage au titre des opérations de résorption de l'habitat insalubre, dégradé, vacant sur 3 îlots « Petites Villes de Demain »

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe et notamment ses compétences en matière d'aménagement du territoire, de politique de l'habitat, de développement économique et de mobilités,

Vu la délibération n°58-21 du 29 mars 2021 adoptant la convention d'adhésion conjointe avec les communes d'Aubignan, Malaucène et Mazan au programme « Petites Villes de Demain »,

Vu la décision n°2021-111 du 23 décembre 2021 relative au lancement d'une étude pré-opérationnelle d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Multi-sites,

Vu la délibération n°153-22 du 12 octobre 2022 relative à l'adoption du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat (2022-2028),

Vu la délibération n°60-23 du 3 avril 2023 approuvant l'avenant de prorogation de la convention d'adhésion au programme Petites Villes de demain,

Vu la délibération n°61-23 du 3 avril 2023 approuvant l'avenant à la convention cadre pluriannuelle valant Opération de Revitalisation du Territoire (ORT),

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente,

Vu l'arrêté n° 2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe;

Considérant que les trois communes d'Aubignan, Malaucène et Mazan, accompagnées par la CoVe, se sont engagées dans le renforcement des actions notamment sur l'axe Habitat,

Considérant que l'étude pré-opérationnelle d'OPAH a identifié des secteurs concentrant des problématiques de dégradation, de vacance, d'habitat indigne et énergivore, en particulier sur 3 îlots à fort potentiel de rénovation et réaménagement sur chacune des 3 communes Petites Villes de Demain,

Considérant la possibilité de s'appuyer sur des outils complémentaires aux OPAHs tels que la Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) ou le Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable et des Opérations de Restauration Immobilière (THIRORI),

Considérant la nécessité de mener des études de faisabilité, d'éligibilité et de calibrage pour élargir sur les financements en RHI-THIRORI,

Décide

Article 1 : d'approuver le lancement d'une étude de faisabilité, d'éligibilité et de calibrage au titre des opérations de résorption de l'habitat insalubre, dégradé, vacant sur 3 îlots des communes Petites Villes de Demain,

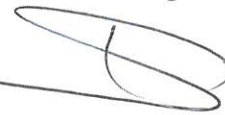
Article 2 : de solliciter les subventions de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) à hauteur de 50% du montant HT de l'étude de faisabilité et le dossier d'éligibilité à hauteur de 50% du plafond de dépenses à 200 000€ HT, puis à hauteur de 70% dans la limite d'un plafond de dépenses de 240 000 € TTC de l'étude de calibrage,

Article 3 : de solliciter les subventions de la Banque des Territoires à hauteur de 25% du coût HT de l'étude,

Article 4 : de solliciter la participation des communes d'Aubignan, Malaucène et Mazan sur le coût restant des études,

Article 5 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 13/12/2023
Pour la présidente et par délégation,
Le directeur général des services



Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr